



La mobilité forcée et dramatique d'hommes, de femmes et d'enfants est en nette progression sur tous les continents, surtout en Amérique latine et en Afrique. Et la réaction européenne n'est pas à la hauteur de cet enjeu. Beaucoup reste à faire pour défendre et servir ces personnes en détresse, comme l'explique Baudouin Van Overstraeten, directeur du Jesuit Refugee Service Belgium.

Un vaste défi pour l'Europe

ACCOMPAGNER LES RÉFUGIÉS, UN DEVOIR HUMANITAIRE

Jacques BRIARD

Comme le pape François l'a relevé lors de sa visite sur l'île de Lampedusa au début de son pontificat, pour contrer l'indifférence, l'Europe est confrontée au vaste défi qu'est l'accueil des réfugiés. Ces hommes, femmes et enfants ont, d'après la Convention de l'ONU conclue le 28 juillet 1951 à Genève, quitté leur pays par crainte d'être persécutés du fait de leur appartenance communautaire, de leur religion ou de leurs opinions politiques. Or la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948 stipule que « devant la persécution, toute personne a le droit de chercher asile et de bénéficier de l'asile en d'autres pays ».

« La mobilité d'êtres humains en recherche de conditions de vie dignes est importante et grandit à travers le monde. Mais les plus grands mouvements et les plus graves catastrophes des migrations ne se passent pas en Europe, et encore moins en Europe du Nord », rappelle Baudouin Van Overstraeten. Cet ancien avocat dirige depuis 2012 le Jesuit Refugee Service Belgium fondé en 2001 par les jésuites francophones et néerlandophones de Belgique, car il a été attiré par sa devise *Accompagner, servir et défendre*. Présente dans cinquante-six pays, cette ONG fondée en 1980 suite au drame des boat people vietnamiens par le père Pedro Arrupe, supérieur des jésuites, met le focus sur l'éducation des jeunes réfugiés.

HUIT MILLIONS DE COLOMBIENS

Son directeur belge précise : « À la suite de crises politiques et économiques, l'Amérique latine est sans doute la plus touchée par les migrations de populations entières au départ de pays comme le Venezuela, le Guatemala, le Salvador et le Mexique. Sous la menace de sanctions économiques brandies par Trump, le président mexicain a été contraint de développer une répression militarisée pour empêcher à sa frontière sud les migrants de remonter vers les États-Unis et d'augmenter les objectifs d'expulsions et de détentions. Mais qui penserait que la Colombie détient le triste record mondial de huit millions de déplacés ? En plus de ce qui se passe notamment en Syrie et en République Démocratique du Congo ! »

« Les migrants ne sont pas des missiles. Ce sont des personnes. »

« La Méditerranée, poursuit-il, reste un véritable cimetière et les îles grecques un enfer. Sur celle de Lesbos, près de vingt mille personnes connaissent d'inhumaines conditions de vie dans un camp prévu pour deux mille demandeurs d'asile et géré par l'armée grecque. » Dans *La honte de l'Europe*, le Suisse Jean Ziegler, connu pour son franc-par-

ler et actuel vice-président du comité consultatif de Conseil des droits de l'homme des Nations unies, continue à plaider pour « la cause des réfugiés de la faim, alors qu'ils sont traités comme des "migrants économiques" indignes de protection ».

« AUX CÔTÉS » DE LA GRÈCE

Des habitants des îles grecques et des militants d'extrême-droite, protestent contre l'arrivée de migrants et la création de nouveaux camps. Les échauffourées causent des blessés parmi les manifestants et les forces de l'ordre, et les violences contre les ONG et les médias sont courantes. Mais le gouvernement grec prévoit cette année de remplacer les camps par de nouvelles installations fermées plus petites et éloignées des régions urbaines. Début mars, les responsables européens se sont dit « aux côtés » de la Grèce pour que l'ordre soit assuré. Ils ont même promis à ce pays sept cents millions d'euros d'aide, dont la moitié immédiatement, à la suite de la situation en Syrie et de l'ouverture des frontières par la Turquie qui emploie à nouveau les migrants comme « outils de pression ». De son côté, le pasteur Olaf Fykse Tvelt, secrétaire général du Conseil œcuménique des Églises, a rappelé, le 5 mars, que « les migrants ne sont pas des missiles. Ce sont des personnes ».

Cependant, Baudouin Van Overstraeten insiste sur l'absence de solidarité européenne vis-à-vis de la Grèce et de l'Italie. Et fait état des craintes face à l'évolution de FRONTEX, l'agence chargée de surveiller les frontières de l'Union européenne et de sauver des vies en mer. « FRONTEX va devenir un corps d'agents européens armés, passant d'un effectif de mille trois cents personnes à dix mille en 2027, voire plus tôt. Elle dispose d'un budget faramineux et a surtout pour mission de faire en sorte que l'Europe soit encore moins accessible. En Belgique, même le Commissariat aux réfugiés et apatrides (CGRA) se demande à quoi bon renforcer FRONTEX si le régime d'asile européen n'est pas harmonisé et unifié. Or, le Conseil européen a refusé la proposition du parlement européen de revoir le règlement de Dublin, selon lequel le pays dans lequel a été faite la demande d'asile est celui qui est chargé de son instruction et de la décision finale. »

POUR UNE RÉPARTITION ÉQUITABLE

À la suite des nouvelles tensions à la frontière entre la Grèce et la Turquie, une révision urgente de ce règlement a été réclamée par une quinzaine d'associations belges en vue d'une répartition des demandeurs d'asile équitable et respectueuse du droit international. En attendant, Baudouin Van Overstraeten tire un grand coup de chapeau aux ONG,

armateurs, capitaines et équipages engagés en Méditerranée. Il relève aussi qu'en Italie, Salvini est poursuivi en justice pour des décisions prises lorsqu'il était ministre de l'Intérieur vis-à-vis des migrants. Et il se félicite encore des réactions de solidarités citoyennes comme, en Belgique, la présence de la Plate-Forme citoyenne au parc Maximilien à Bruxelles. Elles sont désormais sans doute moins visibles, du fait de la mise à disposition d'un bâtiment par la Région bruxelloise, mais toujours portées courageusement par des individus et des groupes.

Toutefois, une étude récente a montré que l'attitude des Européens, Belges compris, est davantage influencée par les discours des politiques envers la migration que par les situations sociales et économiques de leur pays. En Europe, les engagements des bureaux nationaux du JRS varient d'État à État. Dès sa fondation, la branche belge a pris fait et cause pour les migrants placés en détention administrative dans les centres fermés et il continue à plaider pour qu'il y soit mis fin. « Car il est aberrant d'enfermer des demandeurs d'asile, alors qu'ils ont besoin de protection et que la Belgique s'est engagée à la leur offrir », observe Baudouin Van Overstraeten.

CENTRES FERMÉS INHUMAINS

Il ajoute : « Il en est de même pour les étrangers détenus en vue d'expulsion du territoire. Les centres fermés sont inhumains, à la fois coûteux - plus de dix mille euros par retour forcé - et inefficaces. On renvoie de moins en moins de migrants et la majorité des retours se font non vers leur

pays d'origine, mais vers celui de la zone Schengen par lequel ils sont entrés. La justification des centres fermés est avant tout de donner un signal à la population belge pour – prétendument – la rassurer contre les dangers de la migration, bien plus qu'un discours dissuasif envers les réfugiés. »

Afin de faire respecter par la Belgique l'interdiction européenne d'enfermer des familles comprenant des enfants mineurs, le JRS Belgium a, avec d'autres associations, introduit un recours au Conseil d'État pour faire fermer les « maisons familiales » instaurées en 2018 sous le gouvernement Michel. Pour Baudouin Van Overstraeten, « il est grand temps de mettre en œuvre, avec un financement public, des alternatives à cette détention, à travers un accompagnement intensif, moins coûteux, plus efficace et respectueux des droits des personnes menacées de détention. Ceci pour leur permettre de trouver des solutions durables à leur situation migratoire. D'ailleurs, le lancement en Europe de sept projets pilotes démontre qu'on obtient de meilleurs résultats quand on travaille en confiance plutôt que sous la contrainte. » ■

Jean ZIEGLER, *Lesbos, la honte de l'Europe*, Paris, Seuil, 2020. Prix : 14€. Via L'appel :- 5% = 13,30€.

La révision du règlement de Dublin a notamment été réclamée par le CNCND 11.11.11, le JRS Belgium, Oxfam Solidarité, Entraide et Fraternité, la Plate-Forme citoyenne, le centre Avec...

« Il est aberrant d'enfermer des demandeurs d'asile, alors qu'ils ont besoin de protection. »

VERS UNE SOCIÉTÉ PLUS ÉGALITAIRE

Depuis deux ans, Christof Grootaers se rend dans le Centre fermé de Bruges à la rencontre des réfugiés qui y sont enfermés. Bénévole du Jesuit Refugee Service, âgé de 58 ans, il visite chaque semaine une personne détenue pendant une heure. « Au départ, je ne connaissais pas le JRS, mais je savais que ses responsables accompagnent leurs volontaires par de solides formations et des échanges d'expériences. C'est nécessaire, car nous formons une équipe et nous faisons face à des situations difficiles. On se trouve devant une forme d'incarcération qui n'est pas la détention de criminels, mais administrative. Nous rencontrons la souffrance humaine. Je pourrais avoir un sentiment d'impuissance, car rendre visite ne change sans doute pas le monde... » Il ajoute cependant : « On a tout de même l'impression de pouvoir agir avec nos moyens. Il est important pour une personne visitée de pouvoir parler, de se sentir reconnue comme un être humain. Le réfugié va parfois nous confier son parcours. On n'est plus là dans une approche technique, mais bien profondément humaine ».

N'étant ni l'avocat du réfugié, ni chargé de son dossier, le visiteur amical n'a pas le même statut que l'accrédité. En deux ans, Christof a suivi une dizaine de personnes enfermées à Bruges. « En prison, le détenu connaît le motif et l'échéance de sa peine. En centre fermé, la personne est enfermée contre son gré, sans comprendre pourquoi. Elle ignore quand elle devra quitter la Belgique, même si elle a construit des relations. » Dans ce contexte, l'accompagnement des visiteurs peut s'in-

terrompre à tout moment. Parfois, le dénouement est heureux, comme lorsqu'arrivant un jour pour sa visite, Christof croise une femme camerounaise libérée.

À l'incertitude du sort des personnes enfermées s'ajoutent les conditions de détention. « Tout est collectif : le dortoir est organisé par chambres de vingt détenus, les mouvements dans l'enceinte sont toujours collectifs, il n'y a aucun local pour se retrouver seul. » Le visiteur amical sait que, sans lui, le détenu n'aurait aucun contact, sinon pour le suivi de son dossier. « Les rapports sont unanimes : on frôle le non-respect de la dignité humaine. Nous essayons de faire sentir à la personne visitée qu'elle n'est pas seule dans sa détresse. » Même s'ils peuvent avoir accès à un téléphone en journée, les détenus se sentent abandonnés.

Christof Grootaers qui, à chacune de ses visites, doit franchir huit portes, reste néanmoins convaincu de l'importance de sa présence. « Quand la personne parle de sa vie personnelle, de sa vie intérieure, du pays qu'elle a quitté, et arrive à dépasser sa préoccupation première de détention, nous sentons que nous touchons à des moments sensibles et aux questions de sens. » Après celle des réfugiés réduits à des chiffres et statistiques, une autre déshumanisation pourrait apparaître : celle de ne considérer la personne visitée que comme un détenu, identifié à sa seule misère. « Nous devons sans cesse remettre en cause cette perception potentielle de réduire l'autre à son statut de victime. C'est la condition d'une vraie rencontre. » (St.Gr.)

Le libre coup de griffe de Cécile Bertrand

Vous voulez vraiment
entrer dans l'épicentre
de la pandémie du
Coronavirus ???



cecile.bertrand

INDICES

PLAFONNÉS.

À partir de 2021, en Région bruxelloise, les déficits des fabriques d'église des cultes catholique, protestant, israélite et anglican ne seront plus pris en charge par les communes, mais par la Région. Comme c'est déjà le cas pour les musulmans et les orthodoxes. Mais les déficits admis seront drastiquement plafonnés. Ce qui peut risquer de faire mal...

OBLIGATOIRE.

À la rentrée prochaine, l'école sera obligatoire dès cinq ans. Dans l'enseignement libre catholique, tous les bambins suivront donc un cours spécial d'«éveil à la foi». Dans l'officiel, les parents devront demander l'inscription à un cours de religion ou de morale, celui qui est destiné aux enfants de première primaire.



ABSENTS.

Pour cause de coronavirus, Entraide et Fraternité a annulé en mars les visites de ses partenaires haïtiens, par ailleurs traumatisés par l'épidémie de choléra qui a frappé leur île après le tremblement de terre. Et toutes les activités ont été annulées.

ABANDONNÉES.

Dans une lettre ouverte adressée aux élus bruxellois, les bénévoles de la Sister's House dénoncent la fermeture de ce lieu d'accueil pour les migrantes dans la capitale. La centaine de femmes hébergées risque de se retrouver à la rue.